



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Toulouse, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEPE LA BAUME

115 Rue du Mourelet
84000 Avignon

Références : 12-CRARC-2024-92
Code AIOT : 0006809836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement CEPE LA BAUME implanté La Baume 12230 Lapanouse-de-Cernon. L'inspection a été annoncée le 11/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE LA BAUME
- La Baume 12230 Lapanouse-de-Cernon
- Code AIOT : 0006809836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc composé de 6 éoliennes du constructeur VESTAS (modèle V100, puissance unitaire de 2,2 MW), de 125 m en hauteur bout de pale et 75 m de hauteur de mât (avec nacelle). Le parc a été autorisé sur décision de justice. Le permis de construire est en date du 24 octobre 2003 au bénéfice de la société EOLE-RES.

Dates clés :

- 05/12/2012 : AP au bénéfice des droits acquis
- 27/10/2016 : changement d'exploitant
- 25/10/2017 : mise en service du parc
- 30/01/2018 : APC sur la prise en compte des enjeux biodiversité. Interdiction de fonctionnement diurne.
- 16/01/2020 : APC pour rétablissement du fonctionnement diurne (SDA, visibilimètre, suivis et bilan SDA)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Bridage chiroptères	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 5.1	Sans objet
5	Visibilimètre	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.4	Sans objet
6	Suivi environnemental	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 7	Sans objet
7	Bilan SDA	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.7	Sans objet
8	SDA – accès aux vidéos	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.2	Sans objet
9	Intérieur éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
11	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
12	Mesures préventives	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas fait ressortir de non-conformités majeures. La gestion des déchets devra être

mise en conformité sur la rupture de traçabilité des déchets.

Le système de gestion et de contrôle des attestations et formations de l'ensemble des personnels intervenant sur site devra être amélioré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Éoliennes
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Le turbinier envoie normalement les attestations de formation de ses agents à l'exploitant. Pour 2024, VESTAS doit les renvoyer, car elles ne sont pas à jour. L'exploitant suit les habilitations réglementaires de tous les agents. Pour les personnels de l'exploitant, les agents sont formés à la gestion d'accidents, avec un parcours d'intégration. L'exploitant a rédigé des fiches réflexes en cas d'accident, annexées aux plans de prévention. Les plans de prévention sont signés par les différents personnels qui interviennent sur site. Cependant, il n'existe pas d'outil qui trace en continu les formations des agents. Celui-ci est en cours de développement en interne. La gestion/registre des non-conformités et de la mise à jour des plans de prévention est faite via un outil en ligne : SYMALEAN.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les attestations de formation de l'ensemble des personnels VESTAS intervenant sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôles visuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Éoliennes
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle des pales est notamment réalisé lors de la maintenance annuelle. La dernière maintenance annuelle a eu lieu en novembre 2023 par VESTAS. Les rapports de maintenance ont bien été transmis à l'inspection des installations classées. La maintenance semi-annuelle prévoit aussi le contrôle visuel des pales. La dernière a été réalisée en mai 2024. La maintenance annuelle a fait apparaître un défaut de catégorie 4 (sur une échelle de 5) sur l'éolienne n°1. Les contrôles des pales sont sous-traités par VESTAS à un droniste (singul'air).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les justificatifs de résolution du défaut sur l'éolienne BME1. Transmettre les rapports des inspections semi-annuelles tenues en mai 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) sont bien émis au nom de la société de projet CEPE de la Baume et les déchets sont récupérés par ORTEC Industrie à Fos-sur-Mer. Toutefois, la rupture de traçabilité n'est pas autorisée pour ORTEC alors que les BSD l'indiquent.

<p>L'exploitant indique qu'il sera vigilant sur les prochains BSD émis.</p> <p>Une EolBox est installée sur le site pour le stockage temporaire des déchets (triés par type), à proximité de l'éolienne E6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'AP d'Ortec industrie indiquant l'autorisation de la rupture de traçabilité devra être transmis à l'inspection des installations classées, ainsi que les prochains bordereaux émis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Bridage chiroptères

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres du bridage sont applicables sur la période du 1er avril au 31 octobre, à savoir: toute la nuit (1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil); pour des températures supérieures ou égales à 10°; pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien implémenté les paramétrages de bridage pour les chiroptères conformément aux prescriptions et a testé la bonne application de ce paramétrage et son bon fonctionnement sur les éoliennes.</p> <p>Le test par sondage de l'historique des mesures n'a pas montré d'anomalie d'implémentation de ce paramétrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Visibilimètre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période diurne, le parc éolien doit être équipé d'un dispositif permettant de mesurer la visibilité au niveau des mâts où seront positionnés les systèmes de détection. Le fonctionnement des éoliennes sera asservi à ce dispositif qui doit permettre la mise à l'arrêt des éoliennes en cas de visibilité inférieure à la distance d'alerte maximale retenue pour les espèces cibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier visibilimètre avait été installé sur le toit du poste de livraison proche de l'éolienne E4</p>

et paramétré initialement pour une mise à l'arrêt du parc éolien si la visibilité mesurée était inférieure à 756 mètres (distance correspondant au seuil d'alerte maximal de 700 mètres intégrant l'incertitude du capteur). Mais le suivi par bio-monitoring a montré les limites de cette approche lors de conditions de nuages bas qui pouvaient masquer le rotor des éoliennes alors que les conditions de visibilité restaient bonnes au niveau du sol. Pour corriger ce problème, un deuxième visibilimètre a été installé sur la nacelle de l'éolienne la plus haute du parc (E1). Par la suite, le premier capteur a été déplacé au niveau de la nacelle de l'éolienne E6 pour permettre de distinguer les conditions de visibilité entre les deux lignes d'éoliennes et affiner les mesures d'arrêt correspondant.

Le visibilimètre a fonctionné selon les registres et les logs d'arrêt, mais l'exploitant ne réalise pas de contrôle des capteurs et de l'étalonnage depuis que le paramétrage a été réalisé en décembre 2020 (dans sa configuration finale à 2 visibilimètres).

A noter qu'il y a un asservissement différencié des deux lignes d'éoliennes par les 2 visibilimètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes

Prescription contrôlée :

Un suivi de la mortalité de la faune volante [et des chiroptères] est réalisé durant les 3 premières années consécutives à la signature du présent arrêté. Le suivi de la mortalité est réalisé selon les protocoles environnementaux en vigueur au moment de leur réalisation mais renforcés des prescriptions définies ci-après. Pour chaque année de suivi, la fréquence de passage minimale est de : 1 passage par semaine du 1er novembre au 31 mai ; 2 passages par semaine du 1er juin au 31 octobre.

À l'issue de ces 3 ans, si les résultats obtenus en matière de réduction d'impact sont satisfaisants, la fréquence est ensuite réduite à un suivi tous les 5 ans. Dans le cas contraire, la fréquence des suivis de mortalité demeure annuelle jusqu'à l'obtention d'une mortalité non significative.

Constats :

Historique des mortalités chiroptères et avifaune sur le parc:

- mortalité d'un Vautour fauve le 14 avril 2020,
- mortalité d'un Circaète Jean-le-Blanc le 23 août 2020,
- mortalité d'un Minioptère de Schreibers le 10 septembre 2021,
- plumée d'un Elanion blanc (non espèce cible mais statut VU) en 2021, sans collision mise en évidence
- mortalité d'un Vautour fauve le 24 mars 2022,
- mortalité d'un Milan royal le 2 mai 2023,
- mortalité d'un Vautour fauve le 4 janvier 2024.

En 2020, 79 visites ont été effectuées entre début février 2020 et fin janvier 2021.

1 mortalité de chiroptères (Pipistrelle de Kuhl). 1 cas estimé de mortalité/éolienne/an

8 cadavres d'oiseaux, 10 plumées (dont deux d'entre elles correspondant très probablement au même individu) et une aile furent retrouvés sous les éoliennes. Le taux de mortalité est estimé à 2-

4 cas de mortalité par éolienne et par an.

En 2021, 79 visites ont été effectuées entre début février 2021 et fin janvier 2022.

4 mortalités de chiroptères, dont un Minioptère de Schreibers. Mortalité estimée de 1 à 2 individus par éolienne/an.

10 cadavres d'oiseaux et 5 plumées (soit 15 cas potentiels au total). Le taux de mortalité est estimé à 3-4 cas de mortalité par éolienne et par an.

En 2022, 79 visites ont été effectuées entre début février 2022 et fin janvier 2023.

1 mortalité de chiroptères. 1 à 2 cas de mortalité estimée par éolienne et par an.

6 cadavres d'oiseaux et 10 plumées (soit 16 cas potentiels au total). Entre 3 et 4 cas de mortalité estimés par éolienne et par an.

Les suivis respectent le protocole de 2018 ainsi que les prescriptions de l'APC de 2020 en termes de fréquence de passage. À noter un fort taux de prospection surfacique qui permet d'avoir des estimations fiables.

Concernant les chiroptères, le rapport de 2022 conclut que : « Les résultats des 3 années de suivi de la mortalité au sol du parc éolien de La Baume permettent de conclure sur une très bonne efficacité de la mesure de régulation nocturne des machines pour réduire les risques de mortalité sur les chiroptères.»

Au regard des données d'activités de suivi réalisées sur 3 années consécutives, il est tout de même proposé une optimisation du pattern de régulation:

« Pour la période s'étalant du 1er mai au 30 juin :

- Pour des vitesses de vents inférieures ou égales à 5m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Et pour des températures supérieures ou égales à 12°C,
- Et du coucher du soleil au lever du soleil,

Pour la période s'étalant du 1er juillet au 31 octobre :

- Pour des vitesses de vents inférieures ou égales à 5,5m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Et pour des températures supérieures ou égales à 12°C,
- Et du coucher du soleil au lever du soleil,»

L'exploitant n'a pas formulé de demande de modification du pattern de régulation, mais elle sera faite via un porter-à-connaissance à la préfecture de l'Aveyron.

Concernant l'avifaune, le rapport de 2022 conclut que : « du point de vue quantitatif, l'impact du parc éolien de La Baume peut être qualifié de faible par rapport à d'autres parcs suivis en France. » Toutefois, en tenant compte des plumées, il aurait été plus juste de considérer l'impact comme « moyen », surtout au regard des mortalités répétées de Vautours fauve.

Le bureau d'études estime que l'optimisation des mesures de réduction (SDA [12 caméras par éolienne], effarouchement, visibilimètre) a été mise en place et propose de limiter l'attrait du site pour les grands rapaces en limitant/déplaçant les placettes d'équarrissage à proximité du site. Sur ce sujet, des bacs fermés ont été mis à disposition des 3 éleveurs à proximité et des conventions ont été signées avec eux en 2023.

Au regard des éléments fournis et des explications, l'exploitant a rempli la prescription de l'APC de 2020.

N° 7 : Bilan SDA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes

Prescription contrôlée :

A l'issue des trois premières années de mise en service diurne du parc, une évaluation de l'efficacité des systèmes de détection/effarouchement/régulation doit être réalisée et transmise à la DREAL dans les 3 mois.

Ce suivi peut utiliser les données acquises lors des phases de biomonitoring exposées précédemment.

Les critères d'évaluation porteront sur : le taux de couverture spatiale spécifique au système et au site ; la plage de détection et le taux de détection en lien avec les conditions météorologiques, la position du soleil et la visibilité ; le pourcentage de classification correcte de l'objet volant en comparant les données du système avec les données d'observation) ; les causes d'une mauvaise identification ; les causes de dysfonctionnement et de défaillance ainsi que les éventuelles mesures de réparations effectuées ; des mesures d'amélioration si elles s'avèrent nécessaires avec un planning de réalisation ;

Constats :

Le bilan de fonctionnement du SDA de décembre 2023 s'appuie sur une note détaillant les modalités paramétrées au départ puis sur les deux rapports de bio-monitoring de juillet 2020 et février 2021.

Chaque mât est équipé de 12 caméras afin de couvrir spatialement l'ensemble du parc. Les intrusions sont systématiquement enregistrées. En cas de détection d'une espèce cible, la régulation de l'éolienne se déclenche puis un effarouchement sonore a lieu si la cible se rapproche trop près de l'éolienne.

Les tests ont été réalisés avec deux types de drone sur 28 journées, dans différentes conditions météorologiques.

Concrètement :

Des tests au drone ont d'abord été réalisés pour vérifier que ces modulations du paramétrage, impliquant une baisse de la sensibilité, permettaient bien le maintien de la détectabilité au moins au niveau des seuils d'alerte définis initialement, et donc le respect des conditions générales de la stratégie de maîtrise des risques de collision.

De nouveaux paramétrages ont alors été sélectionnés et mis en œuvre successivement sur l'ensemble du parc éolien, sous la surveillance par bio-monitoring des observateurs. Lorsque cela était possible, les mesures régulières aux jumelles télémétriques ont aussi pu confirmer in situ le respect des conditions minimales de détectabilité par chaque paramétrage.

Périodiquement, le suivi des données d'exploitation du parc éolien devait permettre de mesurer dans le même temps l'effet de l'évolution de l'impact des faux-positifs sur le fonctionnement des éoliennes.

5 évolutions du paramétrage ont été mises en œuvre successivement durant l'année 2020.

Le rapport dresse le bilan des tests des distances de détection et des facteurs pouvant les influencer.

Les dysfonctionnements, défaillances et mauvaises identifications sont ensuite analysées. Il est à noter que le bilan ne prend en compte que 3 des mortalités recensées entre 2020 et 2023 (absence d'analyse du Milan royal et du Vautour fauve tués en 2023).

Le rapport fait état des évolutions du paramétrage : l'algorithme a évolué, la vitesse de rotation lors des régulations a diminué (de 50 km/h à 15 km/h en bout de pale), évolution du nombre et de l'emplacement des visibilimètres.

Le bilan propose une meilleure gestion des placettes d'équarrissage afin de diminuer les facteurs de risque pour les vautours.

Le bilan produit par l'exploitant répond à la prescription de l'APC de 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : SDA – accès aux vidéos

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes

Prescription contrôlée :

Le dispositif mis en place par l'exploitant doit prévoir un module d'enregistrement vidéo en continu de la sphère dite « à risque », de manière à permettre a posteriori de visualiser l'entrée et la sortie de l'avifaune. La sauvegarde des vidéos de contacts du système de détection avec l'avifaune doit pouvoir s'effectuer sur trois ans et celles liées à une absence de contact sur un mois.

Constats :

Les vidéos de collision de l'année 2023 ont été transmises, tous les angles sont bien disponibles. Les collisions détectées sont les suivantes :

Date	Éolienne	Espèce	Collision	C a d a v r e r e t r o u v é	Déclaration DREAL	S D A fonctionnel
02/05/2023	E1	Milan royal	Oui	Oui	O u i (BARPI/rapp o r t d'incident)	Oui
14/05/2023	E6	F a u c o n crécérelle probable	Oui	O u i (plumée)	Non	Oui
24/07/2023	E5	V a u t o u r f a u v e	Oui	Non	O u i (échanges mails)	Oui
04/08/2023	E3	Milan noir	Oui	Oui	Non	Oui

15/08/2023	E5	Milan noir probable	Oui	Non	Non	Oui
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 9 : Intérieur éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Éoliennes
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'éolienne E1 a été contrôlé, il est propre et ne comporte pas de matériau combustible ou inflammable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Éoliennes
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Il a été constaté que la voie d'accès au site est carrossable et entretenue. Les abords des éoliennes sont débroussaillés et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Éoliennes
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent

le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les informations du parc sont bien publiées sur OREOL. Les éoliennes sont identifiées par des numéros sous le format « BME1 » et sont identifiées sous le même format sur OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesures préventives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Éoliennes
Prescription contrôlée : Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, doivent être entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Il n'y a pas d'éclairage en pied de mât sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité ; dans ce cas cet éclairage doit être configuré de manière à réduire l'attractivité des insectes et ne pas se déclencher lors du passage d'un oiseau ou d'un chiroptère.
Constats : Les éoliennes sont entretenues de manière à ne pas encourager les chiroptères à s'y installer. Il n'y a pas d'éclairage sur les mâts.
Type de suites proposées : Sans suite